

8 - Le passage de l'illégalité au travail légal devra s'accompagner d'une transformation radicale des méthodes et des formes d'organisation du travail clandestin, dans le but d'augmenter son efficacité et d'éviter les retards et les efforts inutiles. Ceci implique le maintien des formes d'organisation bolchéviques (cellules d'entreprises et de quartiers, rayons etc.) la distinction entre militant et stagiaire, le paiement régulier des cotisations etc....

Le Comité Exécutif invite toutes les directions de nos sections européennes à planifier leur travail, à désigner concrètement les secteurs dans lesquels chaque section nationale doit concentrer ses efforts principaux et à concentrer le maximum de forces disponibles pour accomplir le travail dans ces secteurs.

Cependant ce passage de l'illégalité au travail légal ne doit en aucun cas faire perdre de vue à nos sections qu'elles peuvent être à tout instant obligées de replonger dans la clandestinité la plus complète. La structure de chaque section doit être soumise aux plus strictes règles du centralisme démocratique. Le C.E. invite les directions nationales de nos sections européennes à prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder, pour compléter et affermir la structure bolchévique de nos organisations et pour s'opposer résolument à toutes les conceptions ouvrières, social-démocrates, dilletantistes, petites bourgeoises d'organisation et d'action

---+---+---+---+---+---+---+---+---+---+---+---+---+---+---+---

AMENDEMENTS DES CAMARADES B. - E. - et P. SUR LA POLITIQUE DE L'U.R.S.S. DANS LES PAYS OCCUPES.

Les pays occupés actuellement par l'Armée Rouge ont malgré toutes les réformes qui ont déjà eu lieu, gardé leur structure capitaliste et leur appareil bourgeois. L'approche et l'entrée de l'Armée Rouge y furent le signal d'un large mouvement de masses, qui dès le début de l'occupation fut brisé par l'appareil bureaucratique (interdiction de grève, suppression du contrôle ouvrier déjà établi, maintien des forces policières réactionnaires, etc.) Quelque soit la haine profonde que les bourgeois indigènes vouent à la bureaucratie, l'intervention de l'Armée rouge a commencé dans les pays occupés par y stabiliser "l'Ordre" capitaliste.

La durée de l'occupation sera déterminée par les rapports de forces entre l'impérialisme et la bureaucratie d'une part, et par ceux entre la bureaucratie et les masses en URSS, dans les pays occupés et dans le monde entier d'autre part.

C'est seulement en cas de stabilisation de la position de l'URSS vis à vis de l'impérialisme, qu'on pourrait envisager une assimilation structurelle de ces pays au régime économique de l'URSS; cette assimilation exigerait d'ailleurs, non seulement la destruction de la bourgeoisie indigène comme telle, mais également une expropriation complète des capitaux étrangers.

Dans l'état actuel des choses, quand l'économie soviétique elle-même subit une pression accablée de la part de l'impérialisme mondial, et des éléments petits-bourgeois qui se sont renforcés en URSS à travers la guerre, cette alternative semble peu probable, du moins il reste pour le moment la possibilité pour la bureaucratie de conserver momentanément l'ensemble de sa "zone" en y appliquant une politique contradictoire que l'on peut définir ainsi :

1 - La bureaucratie soviétique pille et exploite ces pays, - comme le prouvent les lourdes clauses de l'armistice, les confiscations, le déplacement des machines.

2 - L'URSS aide à la reconstruction économique de ces pays, y impulse des mesures qui transforment profondément leurs bases sociales (sans toutefois changer leur caractère de classe.)